

GROUPEMENT DE COMMANDES



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
en qualité de coordonnateur du groupement de commandes
45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

**Prestations de supervision managériale
à destination des directeurs des soins et des cadres de santé**

Procédure de passation :

Procédure adaptée passée en application des articles L. 2123-1
et R. 2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - NATURE DU MARCHÉ ET COMPETENCE DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES	4
2.2. - FORME	5
2.3. - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
4.1.1. - Parties signataires.....	6
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	6
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	6
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	7
4.3. - CONFIDENTIALITE.....	7
4.4. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
4.5. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	7
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION	7
5.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	7
5.2. - CONDUITE DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE VI - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	8
ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION.....	9
ARTICLE VIII - ASSURANCE.....	10
ARTICLE IX - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
9.1. - CONTENU DES PRIX.....	10
9.2. - FORME DU PRIX	10
9.3. - VARIATION DES PRIX	10
9.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	10
9.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	10
9.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	11
9.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	11
9.3.5. - Modalités de révision des prix.....	11
9.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
9.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE	11
ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES	11
10.1. - PAIEMENTS DES PRESTATIONS	11
10.2. - MODALITES DE FACTURATION.....	11
10.3. - DELAI DE PAIEMENT	12

10.4. - INTERETS MORATOIRES	12
ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
11.1. - AVANCE	13
11.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE XII - PENALITES ET INDEMNISATION EN CAS DE REPORT OU ANNULATION D'UNE SEANCE	13
12.1. - PENALITES EN CAS DE REPORT OU D'ANNULATION D'UNE SEANCE A L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	13
12.2. - INDEMNISATION EN CAS DE REPORT OU D'ANNULATION D'UNE SEANCE A L'INITIATIVE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS	13
ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE.....	14
ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	14
ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ

1.1. - Type

☐ Fournitures ☒ Services ☐ Travaux

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **des prestations de supervision managériale à destination de directeurs des soins et des cadres de santé des établissements membres du groupement de commandes identifiés en annexe 1 du présent CCAP.**

1.3. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1. - Nature du marché et compétence du coordonnateur du groupement de commandes

Le marché est passé pour le groupement de commandes composé des établissements de santé suivants :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
- Le Centre Hospitalier Universitaire de Besançon,
- Le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers,
- Le Centre Hospitalier Universitaire de la Guadeloupe,
- Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes,
- Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest,
- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours.

Conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement de commandes peut se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Pour l'accomplissement du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est le coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il est compétent pour :

- coordonner le recensement des besoins ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des marchés ;
- établir en lien avec le titulaire la composition de chaque session annuelle ;
- procéder aux opérations de vérifications ;
- établir et notifier, le cas échéant, toute modification aux marchés (avenant) ;
- prononcer, le cas échéant, la résiliation des marchés ;
- gérer, le cas échéant, les relations précontentieuses et les contentieux nés de la passation des marchés.

Les compétences autres que celles listées relèvent de chaque établissement à titre individuel et notamment l'établissement d'un bon de commandes valant engagement de participation à l'ensemble des 10 séances de la session.

2.2. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, sans minimum mais avec un maximum.

Le maximum est fixé à 220 999,99 € HT sur la durée totale du marché pour l'ensemble des établissements membres du groupement de commandes.

Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.3. - Durée du marché

Le marché est passé à compter de la date de réception de la notification et pour une durée ferme de 2 ans.

L'échéance d'une session pourra être postérieure à l'échéance du présent marché dès lors que la commande aura été passée pendant la durée du marché.

Aucune commande de session ne pourra être passée dans les 6 derniers mois du présent marché.

Nota : Pour rappel, une session dure 1 an et comprend 10 séances de supervision collective, conformément à l'article IV du CCTP.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- Le calendrier de réalisation des prestations.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements membres, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement membre bénéficiaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution de ses prestations au titre du présent marché.

4.4. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

4.5. - Evolution technologique, technique ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims peut négocier de bonne foi un avenant au dit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims se réserve le droit de résilier le marché **sans indemnité** après un préavis de trois mois, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est en charge, en lien avec le titulaire, de constituer chaque le groupe pour la mise en place d'une session. Dès qu'un groupe est constitué, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims confirme en lien avec le titulaire la mise en place de la session.

Chaque établissement membre émet à son niveau un bon de commande pour engager un ou plusieurs professionnels à la session.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation de la prestation,
- le nombre de participants,
- la date de début d'exécution.

Le bon de commande sera accompagné :

- de la liste des participants (nom, prénom, établissement, profession),
- du calendrier de réalisation de la prestation, fixé d'un commun accord avec le titulaire,
- de la référence des établissements membres inscrits (n° de SIRET, code d'identification du service en charge du paiement, adresse de facturation).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Toutefois, aucune commande ne pourra être passée dans les 6 derniers mois du présent marché.

5.2. - Conduite des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la ou des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Ainsi, les intervenants désignés par le titulaire pour les prestations du présent marché sont ceux qui ont été présentés par le titulaire dans sa proposition. Le remplacement de ces intervenants est soumis à l'accord préalable du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Il est entendu que ces intervenants ont été choisis parmi ceux figurant dans la proposition du titulaire. La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation du marché telle que prévue à l'article XIII du présent CCAP, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims se réserve le droit de demander au titulaire la récusation des intervenants qui s'avèrent inadaptés à l'exécution des prestations telles que décrites dans le CCTP. Le titulaire prend en compte les griefs avancés par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et, si cela s'avère nécessaire, procède au remplacement des intervenants concernés.

ARTICLE VI - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chacun des établissements bénéficiaires est propriétaire de l'intégralité des droits relatifs aux éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis par ses professionnels participants.

Toutefois, tous les outils, le savoir-faire, les méthodologies et les documentations préexistants à l'exécution du présent marché sont la propriété exclusive du titulaire.

ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne désignée par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims. Les conditions de vérification sont celles prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

L'évaluation des prestations est effectuée d'une part en présence des professionnels participants à l'issue des prestations et d'autre part par l'analyse des remarques formulées par écrit.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai imparti pour procéder à la vérification des prestations est de **21 jours** à compter de la fin de la session.

Admission :

A l'issue des opérations de vérification, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims prend une décision expresse d'admission, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Décision d'admission :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le silence du Centre Hospitalier Universitaire de Reims pendant le délai de **21 jours** suivant la réalisation des sessions, vaut admission de ces prestations.

Décision de réfaction d'une session dans son ensemble :

Si le Centre Hospitalier Universitaire de Reims constate, après prise en compte des évaluations à l'issue des prestations, que celles-ci ne satisfont pas entièrement à la réglementation applicable et/ou aux conditions du présent marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état, alors il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix du marché.

La réduction du prix est fixée à 10 % du montant total de la session.

Les éléments pris en compte pour exercer cette sanction sont :

- le non-respect des objectifs ;
- la mauvaise qualité de l'animation : non-respect du déroulement et des méthodes pédagogiques, non-respect de la répartition des sessions... ;
- la mauvaise qualité de la documentation : contenu inadapté, supports illisibles ;
- le matériel pédagogique non conforme aux prescriptions du marché ;
- le suivi sur le terrain non exécuté ou non conforme aux prescriptions du marché.

Décision de rejet d'une séance :

Si le Centre Hospitalier Universitaire de Reims constate, après prise en compte des évaluations à l'issue des prestations, que celle-ci ne peuvent être admises en l'état, alors il peut prononcer le rejet des prestations.

Le titulaire du marché procède à ses frais, à une nouvelle séance avec une nouvelle équipe pédagogique.

Motivation des décisions de réfaction et de rejet :

Les décisions de réfaction et de rejet sont motivées. Le titulaire en est informé par courrier recommandé avec accusé de réception, lequel dispose :

en cas de décision de réfaction : d'un délai de **15 jours** calendaires pour formuler ses observations ;

en cas de décision de rejet : d'un délai de **15 jours** calendaires pour formuler ses observations, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG/FCS.

Les décisions de réfaction et de rejet sont notifiées au titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception, une fois que celui-ci a été mis à même de présenter ses observations.

ARTICLE VIII - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement membre bénéficiaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement membre bénéficiaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE IX - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1. - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et ceux afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également, le cas échéant, les frais liés à la fourniture des dossiers documentaires et/ou livrets stagiaires.

Enfin, dans le cas où le prestataire organiserait une séance en présentiel, seront à sa charge les frais liés à la mise à disposition des locaux.

9.2. - Forme du prix

Le marché est traité par application de prix unitaires forfaitisés annuels pour une session de 10 séances par professionnel bénéficiaire inscrit. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement réalisées, à savoir le nombre de sessions.

9.3. - Variation des prix

9.3.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

9.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets ; ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

9.3.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

9.3.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée à chaque date anniversaire du marché.

9.3.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la remise initiale en pourcentage du titulaire sur son nouveau tarif.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au Centre Hospitalier Universitaire de Reims, au moins un mois avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

9.4. - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 2 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 2 %.

9.5. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES

10.1. - Paiements des prestations

Les factures seront à émettre par chaque établissement membre pour une session, suivant le nombre et la profession des participants inscrits.

Le paiement sera effectué à terme échu et pourra faire l'objet d'acomptes trimestriels.

10.2. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre bénéficiaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement bénéficiaire doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

10.3. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement membre bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

10.4. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

11.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

11.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XII - PENALITES ET INDEMNISATION EN CAS DE REPORT OU ANNULATION D'UNE SEANCE

12.1. - Pénalités en cas de report ou d'annulation d'une séance à l'initiative du titulaire

En cas de report ou d'annulation d'une séance par le titulaire moins de 7 jours ouvrés avant la date prévue, les établissements bénéficiaires risquent de subir des répercussions importantes en termes d'organisation.

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par participant lésé à retrancher de la facturé de chaque établissement concerné.

12.2. - Indemnisation en cas de report ou d'annulation d'une séance à l'initiative du Centre Hospitalier Universitaire de Reims

Les dates des séances de supervision managériale sont fixées en commun avec le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et sont bloquées de façon ferme par les coaches du titulaire.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims a la possibilité de reporter ou annuler une séance planifiée en commun dans les conditions suivantes :

- Le report ou l'annulation, communiqué au moins **15 jours ouvrés** avant la session, ne donne droit au titulaire à aucune indemnisation.
- Le report ou l'annulation, moins de **15 jours ouvrés** avant la session, donne droit au titulaire à une indemnité équivalente à hauteur des frais réellement engagés sur présentation de justificatifs.

ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 9.4 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :
 - 1) Au débit du titulaire :
 - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
 - c. Le montant des pénalités.
 - 2) Au crédit du titulaire :
 - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Madame la Directrice Générale Adjointe
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements bénéficiaires, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article	4.5	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42 du CCAG/FCS.
L'article	VII	du présent CCAP déroge aux articles	27.3, 28.2, 30.1 et 30.4.3 du CCAG/FCS.
L'article	VIII	du présent CCAP déroge à l'article	9.2 du CCAG/FCS.
L'article	9.4	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42 du CCAG/FCS.
L'article	XIII	du présent CCAP déroge aux articles	38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 6 novembre 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,

Hélène OPPETIT